

le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241 0494

Le 11 novembre 2013

N° 396

PRIX : 0,60 Euro

MALI



**UN ASSASSINAT ODIEUX QUI NE DOIT
PAS MASQUER LA VÉRITABLE RAISON
DE LA PRÉSENCE MILITAIRE FRANÇAISE**

SOMMAIRE AU VERSO

SOMMAIRE

MALI

UN ASSASSINAT ODIEUX QUI NE DOIT PAS MASQUER LA VÉRITABLE RAISON DE LA PRÉSENCE MILITAIRE FRANÇAISE

Editorial

Mali : Un assassinat odieux qui ne doit pas masquer la véritable raison de la présence militaire française

Pages 4 et 5

Sénégal : -Le calvaire des habitants privés d'eau potable continue

-Incendie du marché Sandaga, vraisemblablement pas accidentel

Pages 6 à 8

Côte d'Ivoire : L'opération « Téré » : ce n'est pas pour lutter contre le banditisme

-Des mots creux pour tromper les travailleurs !

Page 9

Tchad : Des ressortissants tchadiens à New York (USA) protestent contre la dictature de Deby

Page 10

Arabie Saoudite : Une dictature moyenâgeuse, amie des grandes puissances

ABONNEMENT

FRANCE : (En tarif réduit)

12 numéros : 15 euros

Le paiement se fait uniquement en espèces ou en timbres-poste courants

Autres pays :

Nous consulter

ADRESSE

Le PAT B.P. 42

92114 - Clichy cedex

L'assassinat de deux journalistes de RFI en reportage à Kidal a choqué et indigné, à juste titre, de nombreux maliens tant à Bamako qu'ici dans l'émigration. Il s'agit en effet d'un acte odieux qui mérite d'être condamné. S'agit-il d'un meurtre commis par des djihadistes ou par des bandits armés pour échanger les deux journalistes contre une rançon et que cela a mal tourné? Dans un récent communiqué publié à partir de la Mauritanie, un mouvement se réclamant d'AQMI (Al Qaida au Maghreb islamique) a revendiqué ce double assassinat mais les autorités françaises se sont contentées de dire qu'il ne s'agissait-là que d'une "piste plausible". Elles ont dépêché à Kidal un contingent supplémentaire de 150 soldats et ont arrêté quelques personnes présentées comme des "suspects indirects".

Le gouvernement français va probablement décider non seulement un renforcement de sa force militaire au Mali mais en plus la prolonger au delà de la date prévue initialement. Le "bon déroulement" des élections législatives dont le premier tour est prévu pour le 24 novembre est un des prétextes. Sa prétendue détermination de lutter contre le "terrorisme" dans cette région du Sahel en est un autre. En réalité, il s'agit surtout de sa volonté de sauvegarder les richesses des gros capitalistes français qui ont d'énormes intérêts dans cette région d'Afrique, à commencer par le groupe Aréva qui exploite l'uranium au Niger voisin. Mais cela, Hollande ne le dira pas car, même s'il se dit socialiste, il est avant tout au service des intérêts de la bourgeoisie française.

MALI

LA GUERRE EST LOIN DE FINIR



Soldats français de l'opération Serval non loin de Gao

Contrairement aux déclarations des politiciens maliens ou français qui avaient affirmé que la « stabilité » et la « paix » règnent de nouveau au Mali après l'« Opération Serval », la guerre se prolonge sous forme de guérilla, d'attentats ou de prise d'otage. L'assassinat des deux reporters de Radio France Internationale (RFI), le 2 novembre dernier à quelques kilomètres de Kidal, dans le nord du Mali, après qu'ils ont interviewé un responsable du MNLA (Mouvement national pour la libération de l'Azawad) illustre cette situation. Deux jours plus tard, un véhicule qui transportait 38 passagers a sauté sur une mine entre Ansongo et Ménaka, au sud de Gao, faisant 4 morts et des blessés. Quelques jours après, le 8 novembre, un "accrochage" entre des hommes du MNLA et des militaires maliens accompagnés par les soldats français et ceux de la Minusma, (Mission des Nations unies au Mali), a éclaté entre Ménaka et la frontière avec le Niger. Trois membres du MNLA ont été tués. Tout juste avant, c'est dans la région de Gao, sur la foire hebdomadaire d'Egazargane que des affrontements ont eu lieu entre une patrouille de l'armée malienne et des présumés éléments du MNLA.

Tous ces faits montrent que le nord du Mali est loin d'être devenu une "zone de stabilité" malgré l'accord de paix signé le 18 juin dernier à Ouagadougou entre les autorités maliennes et les principales organisations touaregs. Jusqu'à présent les autorités maliennes n'ont pas été en mesure de libérer les locaux du gouverneur de Kidal ainsi que ceux de l'ORTM (Office de radio et télévision malienne) toujours occupés par les éléments armés

du MNLA. Le gouverneur (qui est la plus haute autorité représentant l'Etat dans cette région), ne peut même pas dormir dans son logement de fonction ! Voilà la réalité sur le terrain même si les dirigeants politiques de Bamako pérorent à longueur de journée sur les antennes que la souveraineté de l'Etat malien sur l'ensemble du territoire a été recouvrée grâce à l'appui de l'armée française et à la "vaillance" des soldats maliens.

Jusqu'ici, l'armée malienne, lorsqu'elle ose s'aventurer dans la région de Kidal ou de Ménaka, s'est surtout illustrée dans des opérations d'exactions à l'encontre des civils présentés comme de "dangereux bandits". Mais ce qui caractérise surtout cette armée, en plus d'être gangrénée par la corruption et le clientélisme, c'est le fait qu'elle est traversée par des rivalités internes (entre bérêts rouges et bérêts verts, entre tel clan affilié à tel candidat ou telle personnalité politique, entre "paras" et autres "gardes présidentielles", etc.). Ceux qui sont les plus proches du cercle présidentiel sont bien entendu les mieux lotis et décrochent plus facilement des grades, des avancements et des affectations plus lucratives. Et lorsqu'il y a un changement au sommet de l'Etat, après un coup d'Etat ou une élection, cela se traduit aussi par tout un remue-ménage au sein de l'armée tout comme au sein des différents corps d'Etat. La mutinerie qui a éclaté le 30 septembre dernier dans la garnison de Kati (située à 15 kilomètres de Bamako), est une des dernières manifestations visibles de cette rivalité clanique au sein de l'armée.

L'Union Européenne a tout dernièrement accordé une aide au Mali pour donner une formation militaire "professionnelle" aux soldats maliens en pensant qu'une fois "formés", ils pourront être envoyés dans le Nord. Ce qui est sûr, c'est que ce n'est pas dans les prochains jours que cette armée sera en mesure de remplacer la force française. Elle n'en a ni les moyens techniques, ni la compétence humaine.

Vraisemblablement donc, la France est installée au Mali (d'une manière ou d'une autre) pour une longue période, d'autant plus que les "forces africaines" dépêchées sur place ne valent pas mieux que celle du Mali. Tous les médias

vantent les prétendues qualités de l'armée tchadienne mais si elle avait autant de "qualités", pourquoi donc le régime de Deby à Ndjamena ne peut pas se passer des paras français présents au pays depuis plus de trente ans?

Ceux qui souffrent le plus de cette guerre au nord du Mali, ce sont surtout les populations civiles dans les villes et les villages. Elles sont les victimes directes de cette guerre (on le voit par le nombre de civils abattus ou torturés) mais aussi des victimes indirectes. Car à cause de cette guerre, le peu

d'infrastructures publiques dont ces populations disposaient (hôpitaux, dispensaires, maternités, écoles, routes, etc.) sont soit laissées à l'abandon, soit détruites. La malnutrition, le manque d'eau potable et l'insuffisance des soins médicaux conduisent à l'augmentation de la mortalité. De nombreux habitants étaient partis se réfugier ailleurs et sont revenus en croyant à un rétablissement d'une paix durable. Malheureusement pour toutes ces populations, leur calvaire est loin d'être fini. Ce sont elles qui payent au prix fort cette situation.

SÉNÉGAL

LE CALVAIRE DES HABITANTS PRIVÉS D'EAU POTABLE CONTINUE

Depuis la rupture d'une conduite d'eau survenue le 12 septembre à la station de pompage de Keur Momar Sarr, située à 200 kilomètres de la capitale, le calvaire des habitants continue. Dans un premier temps la SONES et la SDE (les deux sociétés qui ont en charge la gestion et l'infrastructure de l'eau) avaient promis que cela ne durerait que 24 heures. Par la suite elles avaient annoncé que "dans les plus brefs délais" l'eau allait être rétablie. Après plus de deux semaines de souffrance, les habitants ont enfin été informés que les deux sociétés gestionnaires n'étaient pas en mesure de réparer la pièce principale de la tuyauterie et qu'il fallait attendre qu'elle soit livrée par la France.



A la recherche de l'eau

A quoi ont servi tous les prélèvements effectués sur les factures d'abonnement et de consommation d'eau ? En tout cas pas à prévoir ce genre de panne ni à améliorer les infrastructures vieilles de plusieurs dizaines d'années et encore

moins à augmenter la capacité de production d'eau potable alors que la population de l'agglomération dakaroise ne cesse d'augmenter. Tout cet argent a été englouti dans les caisses de ces sociétés privatisées et cédées à de gros capitalistes comme Bouygues et consorts.

Il a fallu attendre près d'un mois pour que l'eau revienne de façon parcimonieuse. Malheureusement, cela n'a duré que quelques jours car une nouvelle fuite a conduit les responsables à fermer de nouveau l'approvisionnement en eau d'une grande partie de la capitale. Seuls les quartiers approvisionnés par une station de pompage communale secondaire sont alimentés. Les autres sont condamnés à attendre l'arrivée des camions citernes ambulants pour remplir leurs bidons et les transporter jusqu'à leur domicile.

Combien de temps va prendre la réparation de cette nouvelle panne ? Les habitants n'en savent rien. La seule chose qu'on leur dit c'est : "bientôt". En attendant ce "bientôt", l'eau n'a été rétablie que très partiellement et avec une pression si faible que seuls ceux qui habitent les rez-de-chaussée sont approvisionnés. Ceux qui ont la malchance de loger dans les étages n'en disposent pas car il n'y a pas assez de pression pour faire monter l'eau.

A cause de cette coupure d'eau, de nombreux établissements scolaires ont dû renvoyer les écoliers à la maison. Jusqu'à quelle date ?

Les habitants des quartiers populaires sont les plus touchés par l'incapacité des autorités publiques à assurer la bonne marche de ce service

vital qu'est l'approvisionnement en eau potable. Dans les quartiers riches, la situation est différente car même si certains sont coupés (pas tous), ils ont les moyens financiers de se faire approvisionner à domicile ou possèdent des véhicules privés pour transporter les bidons remplis. Mais les habitants qui n'ont pas ces moyens-là, n'ont que leurs muscles et leur dos pour transporter l'eau jusqu'à leur domicile.

Ils sont fatigués et indignés par l'incapacité, l'insouciance et le mépris des autorités publiques à

leur égard, sans compter qu'à cette coupure d'eau s'ajoute celle très fréquente de l'électricité et cela dure depuis des années !

Quelques mouvements de colère ont eu lieu dans certains quartiers, devant les agences de l'eau. Quelques-unes ont été saccagées par les manifestants et il y a eu quelques échauffourées avec les forces de l'ordre. Le calme est revenu mais il n'est pas dit que d'autres manifestations de colère n'éclatent de nouveau, surtout si cette situation insupportable se prolonge.

SÉNÉGAL

INCENDIE DU MARCHÉ SANDAGA VRAISSEMBLABLEMENT PAS ACCIDENTEL

Le vieux marché Sandaga (dont le bâtiment est âgé de 80 ans et situé au quartier du Plateau, à Dakar) a pris feu dans la nuit du vendredi 25 octobre, soit presque une semaine après sa fermeture "provisoire" décidée par les autorités pour raisons de sécurité. Les flammes ont attaqué les "cantines" (espèce de boxes alloués aux commerçants aux alentours du marché) consumant la quasi-totalité des marchandises. De nombreux petits commerçants ont vu partir leurs marchandises en fumée. Les pompiers sénégalais,

marché Sandaga a déclaré : *"Je trouve que c'est une honte de voir nos sapeurs se faire huer. Quand on voit ceux qui nous avaient colonisés nous apporter de l'aide pour un simple incendie, cela pose problème. Même si je loue la bravoure de nos sapeurs-pompiers, je me demande si nous sommes encore indépendants quand on fait toujours appel aux Français pour nous secourir"*.

De nombreux commerçants, déjà furieux d'avoir été délogés manu-militari une semaine plus tôt, accusent les autorités d'avoir sciemment mis le feu au marché pour les empêcher de le réoccuper. Une centaine de commerçants ont manifesté leur colère et se sont affrontés aux forces de l'ordre. Il y a eu des blessés et des arrestations. Un commerçant en colère crie au "sabotage" : *"Ils ne sont même pas capables de circonscrire le feu. Ils ne disposent que de trois camions citernes et on dit que l'un est tombé en panne. Ils le font exprès"*. Une autre commerçante déclare *«Ce qu'ils font c'est du terrorisme. Nous allons entrer chez eux et les égorger tous un par un»*.

Le maire de Dakar, Khalifa Sall, venu en visite sur le lieu de l'incendie, a failli être lynché par les commerçants en colère.

Il y a en effet de quoi être en colère contre la décision des autorités de fermer le marché sans avoir au préalable installé l'ensemble des petits commerçants sur un autre site et surtout sans avoir consulté ces derniers. Certes, le bâtiment abritant le marché Sandaga était très vieux et en très mauvais



Le marché Sandaga avant l'incendie

mal équipés et de surcroît arrivés tardivement sur les lieux, n'ont pas pu faire grand-chose. Le feu a démarré vers 21 heures mais ce n'est que vers minuit que les autorités, constatant l'impuissance des sapeurs-pompiers de la capitale, ont fait appel à la marine française pour qu'elle y dépêche ses sapeurs. En colère, le délégué alimentaire du

état. Il était fissuré, menaçait de s'écrouler et était devenu très insalubre, envahi par des rats et même des serpents. C'est depuis plusieurs dizaines d'années que cette situation est connue de tous, mais rien n'a été fait pour le restaurer alors que des taxes ont été prélevées régulièrement sur chaque commerçant. Les autorités avaient eu tout le temps d'emménager d'abord un autre site de remplacement avant d'évacuer les commerçants. Or la préfecture et la mairie ont choisi le week-end de la Tabaski (jour de fête religieuse où les commerces sont fermés) pour fermer le bâtiment et le faire encercler par les forces de l'ordre.

Quelques tentes ont été aménagées dans l'"ex-camp Lat Dior" (situé non loin du Palais de Justice) pour accueillir provisoirement les commerçants délogés. Mais nombre d'entre eux n'y ont pas trouvé de place. De nombreux commerçants de Sandaga craignent que le gouvernement veuille définitivement se débarrasser du marché situé en plein cœur du Plateau et céder le terrain aux promoteurs immobiliers pour en faire une affaire juteuse. Cela n'a fait qu'augmenter leur frustration et leur colère contre le mépris des autorités. La réaction d'un de ces commerçants ruinés après l'incendie illustre bien cette colère : *«Ce sont les autorités qui ont mis le feu pour nous obliger à partir. Ils ont profité de la fête de la Tabaski pour nous déguerpir. Et cela fait au moins une semaine que personne n'est entré ni sorti d'ici.*

Donc, s'il y a le feu, cela ne peut venir que d'elles. Je sais ce que je dis et je pèse mes mots. Je suis dans ce marché depuis 1981 et c'est la première fois que je vois cela. Depuis la veille de la Tabaski, ils ont fermé toutes les issues. Ce sont des millions de F CFA que j'ai gagnés au prix d'énormes sacrifices qui sont en train de partir en fumée. C'est pour cela que je pleure. C'est inhumain qu'ils nous interdisent d'accéder à nos cantines alors que nous sommes là depuis une heure. Qu'est-ce qui les empêche de nous laisser entrer et récupérer notre argent liquide ? Depuis le bas âge, je vis de mon commerce qui me permet d'entretenir ma famille..."

Toute cette colère s'ajoute à celle de la population excédée par l'incapacité du gouvernement à résoudre la question de la pénurie d'eau potable dans la capitale et ses environs ainsi qu'aux délestages incessants de l'électricité. Mais jusqu'ici, même si ici et là la colère se fait jour à travers des manifestations de mécontentement éparées, le pouvoir de Macky Sall qui a succédé à celui d'Abdoulaye Wade, n'a pas eu vraiment à faire face à un large mouvement de colère. Mais le mépris des autorités (celles d'aujourd'hui comme celles d'hier) à l'égard des aspirations des populations déshéritées dont les conditions d'existence ne font que s'empirer au fil des années, finira par leur exploser à la figure. C'est le moins qu'elles méritent.

CÔTE D'IVOIRE

DES MOTS CREUX POUR TROMPER LES TRAVAILLEURS !

En ce moment, les dirigeants politiques au pouvoir n'ont pas d'autres formules à la bouche que celle de «horizon 2020 ». Ils veulent faire patienter les classes pauvres jusqu'à cette date en leur faisant croire que cela ira mieux pour tout le monde après. C'est comme une carotte qu'ils tendent comme pour leur dire : « acceptez donc de serrer encore un peu plus vos ceintures, nous œuvrons pour votre bonheur ».

La même rengaine est répétée dans les médias en différentes versions plus ou moins minables selon leurs auteurs. Ainsi, Amadou Soumahoro, le secrétaire général du Rdr, lors d'une tournée des chantiers qu'il a effectuée avec la direction et les élus de son parti cette semaine «félicite le président de la république pour son engagement de faire de notre Etat un pays

émergent à l'horizon 2020 » ! Dans sa tournée des chantiers, évidemment, il n'a pas vu les conditions de travail difficiles, sous un soleil de plomb, les travailleurs s'échiner durant 12 heures par jour pour des salaires de misères.

En version qui se veut plus économiste, leur champion, c'est le ministre du commerce et des Pme, Jean Louis Billon, qui parle carrément de « programme Phoenix pour l'horizon 2020 ». Ce fameux programme se résumerait comme suit :

D'abord, par « l'augmentation de l'assiette fiscale ». Cela signifie taxer un peu plus les plus pauvres : à savoir les petits mécaniciens, menuisiers et autres petites vendeuses, qui constituent pour eux « le secteur informel ». C'est d'ailleurs l'une des raisons pour lesquelles le

gouvernement « déguerpit » les étals sur le bord des trottoirs, en comptant formaliser ensuite leurs éventuelles réinstallations, pour pouvoir mieux les pressurer.

Ensuite, l'argent ainsi dégagé, de l'ordre de 200 milliards d'ici 2020, selon Jean Louis Billon, permettrait de mieux aider les entreprises qui sont installées à Yopougon, Vridi, dans le bâtiment, etc, afin qu'elles soient plus « compétitives ».

C'est au nom de cette « compétitivité » que le patronat et le gouvernement maintiennent les travailleurs dans les usines et sur les chantiers en tant que journaliers sans perspective d'être embauchés en fixe. D'ailleurs, de plus en plus de travailleurs sont maintenant carrément payés à la

tâche, exploités à mort ! C'est cela la « compétitivité » capitaliste !

C'est au nom de cette même compétitivité, pour ceux des travailleurs qui s'en souviennent, qu'en son époque le gouvernement d'Affi N'Guessan et les dirigeants syndicaux à la solde du régime, appelaient les travailleurs à la « trêve sociale ». Cela a permis à un riche comme Jean Louis Billon qui est aussi à la tête de grosses Pme de ce pays, de pressurer un peu plus les travailleurs !

La seule chose qui compte pour ces gens au gouvernement, c'est de permettre aux plus riches de s'enrichir toujours plus, en aggravant l'exploitation des travailleurs et en appauvrissant les populations pauvres des villes et des campagnes. Tout le reste n'est que verbiage !

CÔTE D'IVOIRE

L'OPÉRATION « TÉRÉ » : CE N'EST PAS POUR LUTTER CONTRE LE BANDITISME !

L'Etat-major des Frci vient de lancer l'opération « Téré » (soleil, en langue malinké). Elle consiste à mobiliser les Frci pour « occuper le terrain » dans quatre régions militaires : Agboville, Toumodi, Guéssabo et Ferké. Cette mobilisation se déroulera durant un mois. L'objectif affiché est « d'enrayer totalement les phénomènes de coupeurs de route et de grand banditisme et sécuriser les populations ».

Ce grand banditisme est en fait l'œuvre des Frci elles-mêmes ou précisément de ceux d'entre eux qui n'ont pas été intégrés dans l'armée officielle, qui n'ont donc pas obtenu de matricule et qui sont dans la nature, armés et sans ressource, vivant souvent de rapines. Certains d'entre eux continuent à être utilisés par les capitalistes et les riches pour surveiller leurs entreprises ou leur demeure, tels des chiens de garde. Souvent payés à quatre sous.

Selon l'Etat-major de l'armée, ces ex-combattants sont au nombre de 29 000. Mais dans ses discours, Ouattara parlait il n'y a pas encore longtemps de 100 000 ex-combattants.

Quelques-uns d'entre eux occupent toujours illégalement les cités universitaires de Williamsville, d'Abobo, de Port-Bouët 1, 2 et 3,

du « camp commando » d'Abobo et probablement encore de celui de Yopougon. Tous ceux-là, mis ensemble, ne constituent finalement encore que quelques milliers. Tous les autres sont dans la nature et sévissent en dehors d'Abidjan. La presse fait régulièrement état de coupeurs de route et même d'attaques contre les barrages Frci. Tout dernièrement encore à Agboville et à Dabou.

Tous ces ex-combattants réclament ce qu'ils estiment être leur dû pour service rendu au pouvoir actuel. Ce dernier les a « tolérés » depuis maintenant un peu plus de deux ans. Mais en même temps, il ne semble pas vouloir dégager les centaines de milliards de francs nécessaires pour y faire face. Du coup, l'équation est compliquée pour le pouvoir Ouattara. D'une part, ces ex-Frci facilement mobilisables peuvent lui être encore utiles en cas de débordement toujours possibles venant d'une partie de l'armée. Notamment d'ex-Fds, favorables au camp Gbagbo. De l'autre côté, ces forces non contrôlables peuvent aussi constituer un danger pour lui, pour peu qu'émerge en son sein un IB capable de les organiser et constituer ainsi une force devant laquelle l'armée actuelle ne pourrait pas faire face.

Alors, il est bien difficile de connaître les objectifs réels de cette opération « Téré ». Mais on

peut être sûr au moins d'une chose : ce n'est certainement pas pour « sécuriser les populations pauvres », comme ils le prétendent. Bien au contraire. L'insécurité qui règne dans les quartiers pauvres d'Abobo, pour prendre cet exemple, où des bandes armées sévissent au vu et au su de tous, arrangent quelque part les riches et le gouvernement à son service dans la mesure où cette insécurité leur permet de déployer leurs armées pour pouvoir mieux réprimer les

travailleurs et les populations pauvres en cas de révolte.

Or, cette révolte peut éclater à tout instant, devant l'aggravation de la misère dans laquelle tombe de plus en plus de familles de travailleurs. Et les riches payent cette armée non pas pour protéger les pauvres mais au contraire pour maintenir cette classe sociale dans l'oppression et protéger ainsi leurs intérêts en tant que classe dominante de la société capitaliste.

CÔTE D'IVOIRE

ARRÊTER LES VENDEURS N'ARRÊTERA PAS LA VENTE ILLICITE DE MÉDICAMENTS



Vente de médicaments sur un marché d'Abidjan

A l'occasion du 1^{er} séminaire de la profession pharmaceutique, le Premier ministre a dit que « *le réseau illicite des personnes (8 000 environ) qui se livre à ce trafic sera démantelé(...)* Le trafic des médicaments est un acte éminemment criminel. ». Son ministre de la Santé a dit, pour sa part, que « *tous ceux qui s'improvisent pharmaciens tuent* ».

Si la population se tourne aujourd'hui vers les médicaments par terre, les raisons sont connues de tous. Depuis de nombreuses années, le pouvoir d'achat ne fait que baisser. Les salaires sont

bloqués alors que les prix eux, augmentent régulièrement.

Les médicaments vendus en pharmacie sont généralement inaccessibles à la majorité de la population pauvre. C'est ainsi qu'un marché parallèle s'est développé. Le plus grand marché de ces médicaments se trouvait à Adjamé Roxi. Cela au vu et au su des autorités.

Qui ne connaît pas les risques à consommer des médicaments souvent périmés, exposés à l'air libre ; vendus comme de vulgaires produits de consommation courante. Mais les gens n'ont pas d'autre alternative. Or le problème du gouvernement, c'est seulement de contenter les pharmaciens, pas de sauver des vies. Autrement celui-ci aurait commencé par baisser les prix des médicaments en baissant la marge bénéficiaire des pharmaciens et en diminuant ses propres taxes douanières. Sans oublier d'augmenter le pouvoir d'achat des travailleurs.

Et puis à l'échelle internationale, le droit à la santé ne sera vraiment effectif que lorsque les trusts pharmaceutiques seront soumis au contrôle des travailleurs.

DES RESSORTISSANTS TCHADIENS DE NEW YORK (USA) PROTESTENT CONTRE LA DICTATURE DE DEBY

Lors du récent voyage d'Idriss Deby à New York aux Etats-Unis, un membre de son parti, le MPS (Mouvement patriotique du salut) a décidé de lui réserver un accueil triomphal. Pour cela, il a constitué un comité bidon composé de Tchadiens, d'Africains et Américains bien payés pour faire croire au public que Deby est populaire au sein de la diaspora tchadienne.



New York : manifestation contre la dictature de Deby

C'était sans compter avec la réaction des opposants au régime de Deby. Ces derniers ont publié un communiqué appelant à une journée de protestation contre l'arrivée du dictateur. Dans ce communiqué, ils dénonçaient, entre autres, « la dictature, la corruption, la gestion clanique de

l'Etat, les tortures et les éliminations physiques au Tchad ».

Pris de court, ce membre du MPS qui a voulu mettre sur pied le comité bidon d'accueil favorable à Deby, fait volte-face et décide de négocier avec les opposants. Au président de l'opposition des ressortissants tchadiens à New York et au Canada, une délégation mandatée par Deby lui a proposé, au choix, les postes suivants : Ambassadeur du Tchad au Congo Brazzaville, Ambassadeur du Tchad au Niger ou Directeur d'une entreprise d'Etat à Abéché. En contrepartie, il doit tout faire pour annuler la manifestation de protestation prévue devant l'hôtel où loge le dictateur Deby.

Ce fut un échec. La protestation a bien eu lieu. Des opposants brandissaient des pancartes avec des mots d'ordre hostiles au régime ; d'autres montraient le portrait de Ibni Oumar, un opposant assassiné par les sbires de Deby ou encore la photo de Hissen Habré dont Deby était le bras droit et l'exécutant de ses basses œuvres.

Les manifestants se sont séparés sur un air de victoire quand ils ont appris que Deby et sa délégation ont clandestinement quitté l'hôtel devant lequel ils manifestaient pour un autre lieu tenu secret.

TCHAD

LA RÉPRESSION CONTINUE

Sous le titre « : Au nom de la sécurité, arrestations, détentions et restrictions à la liberté d'expression au Tchad », le rapport annuel d'Amnesty International publié vers la fin octobre, s'en prend au régime tchadien qu'elle accuse de graves violations des droits de l'homme. Dans ce rapport, on y lit notamment : « Malgré les promesses de l'actuel président Idriss Deby Itno d'un avenir meilleur, la situation demeure préoccupante. Les arrestations, les détentions arbitraires et les exactions se poursuivent dans ce

pays (...) Des arrestations arbitraires et des détentions sans inculpation ni procès pour réduire au silence ceux qui critiquent les gouvernants, notamment les opposants réels ou présumés, les journalistes, les défenseurs des droits de l'homme, les syndicalistes et les étudiants, sont monnaie courante au Tchad. ».

En effet, depuis l'intervention de l'armée tchadienne au Mali aux côtés de celle de l'impérialisme français, la peur s'est installée dans le pays, en particulier à Ndjamena. Les

populations craignent des attentats des djihadistes dans des endroits publics pour venger l'un de leurs chefs que le Tchad se vante d'avoir tué. Aussi, sous prétexte de dénicher d'éventuels cachettes des rebelles islamistes infiltrés au sein de la population, les forces de l'ordre investissent les maisons, surtout dans les quartiers populaires, et se

servent sans honte, embarquent des innocents, et les tuent ou les emprisonnent sans être jugés.

Quand le gouvernement tchadien, en réponse à la publication du rapport d'Amnesty International, dit que les accusations portées contre lui sont fausses, c'est pur mensonge.

ARABIE SAOUDITE

UNE DICTATURE MAOYENÂGEUSE AMIE DES GRANDES PUISSANCES

Pendant quelques jours, la presse a fait état de la situation d'oppression que vivent les femmes ainsi que le mépris et la répression que subissent les immigrés dans ce pays dirigé par une monarchie obscurantiste. Pour ne pas froisser la susceptibilité des dirigeants de ce régime, les dirigeants des grandes puissances qui sont coutumiers de l'évocation des "droits de l'homme" lorsqu'il s'agit de régimes qui ne leur sont pas soumis, restent complaisamment muets sur ce sujet dès lors qu'il s'agit d'un de leurs amis.

Arrestation massive d'immigrés clandestins

De nombreux étrangers sont arrêtés dans ce pays dans le cadre d'une vaste opération de répression contre l'immigration clandestine. Le pays compte plus de 8 millions d'étrangers dont 2 millions considérés en situation irrégulière. Les immigrés même avec les papiers en règle constituent une fraction très importante de la classe ouvrière de ce pays. Ils sont dépourvus de droits tout en constituant une conséquente source de revenus pour les classes possédantes.

Des kafils (garants, parrains), souvent des hommes d'affaires qui font venir des étrangers placés sous leur houlette, ont pu bâtir des fortunes sur le dos de ces derniers. Lorsque ces étrangers sont des commerçants, ces parrains se contentent de prélever une certaine somme sur le chiffre d'affaire. Lorsqu'il s'agit de travailleurs, ce système de parrainage s'apparente presque à l'esclavage. Les travailleurs privés de droit sont à la merci du kafil en étant soit exploités dans son entreprise soit cédés à d'autres exploiters après prélèvement de prébendes au passage. Ainsi des travailleurs passent d'une main à l'autre comme des banals objets.

Il paraît que l'autorité royale veut supprimer le droit des kafils à louer la main-d'œuvre à des tiers, or pour le moment ce ne sont pas ces gens-là qui sont arrêtés mais des immigrés dont une majorité est composée de travailleurs sans papiers. Un ultimatum royal de trois mois a été renouvelé une fois et a expiré, intimant à un million de personnes de quitter le territoire au plus tard le 3 novembre.

Aussitôt la date butoir arrivée, des patrouilles de police se sont livrées à la chasse à l'homme dans toutes les villes du pays. Elles procèdent à des arrestations massives des sans-papier, à leur incarcération et ceux-ci risquent une peine allant jusqu'à deux ans d'emprisonnement et/ou une amende pouvant atteindre 27.000 dollars.

Des femmes défient les autorités saoudiennes

Pour la troisième fois depuis 1990, des Saoudiennes ont bravé l'interdiction qui leur est faite de conduire un véhicule. C'est un acte courageux car lors de leurs précédentes tentatives la répression ne les avait pas épargnées.



Dessin circulant sur le net appelant les
femmes à prendre le volant le 26 octobre

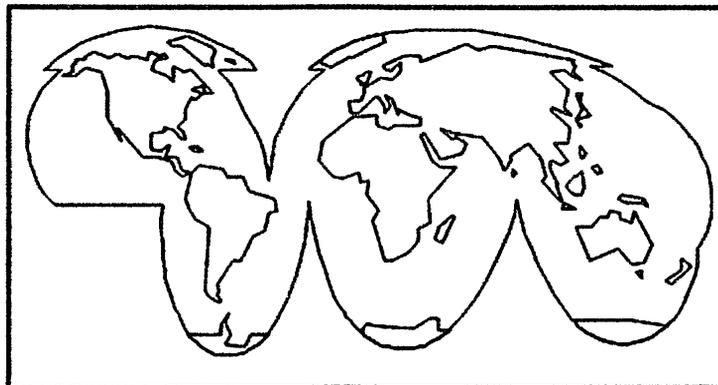
L'Arabie Saoudite est le seul pays au monde où les femmes n'ont pas le droit de conduire. Les femmes y sont considérées comme des personnes de seconde zone : elles n'ont pas le droit de voyager ni de se faire opérer sans l'aval de leur père ou de leur mari, elles n'ont pas le droit d'exercer un métier de leur choix et sont tenues de respecter de nombreux interdits. Elles ne pourront voter pour la première fois qu'aux municipales de 2015.

Suite à leur campagne de protestation consistant à faire signer des pétitions, à prendre le volant le 26 octobre le jour de leur manifestation ou à mettre sur internet des vidéos les montrant en train de conduire un véhicule, au moins seize Saoudiennes ont été interpellées par la police. Elles ont dû s'acquitter d'une amende et s'engager par écrit avec leur tuteur (père, frère ou mari), à respecter la réglementation en vigueur dans le royaume.

Le secrétaire d'Etat américain John Kerry a déclaré à ce sujet qu'« il appartient à l'Arabie saoudite de décider elle-même de ses propres structures sociales et autres choix ». Cela prouve que les grandes puissances capitalistes, même lorsqu'elles se targuent d'être des « démocraties modernes », ne sont nullement gênées de faire bon ménage avec une dictature moyenâgeuse qui maintient la moitié de sa population dans l'obscurantisme et l'arriération. La seule chose qui compte pour eux, c'est que leurs capitalistes puissent continuer à faire des affaires juteuses avec ces « partenaires économiques » et que le pétrole coule à flot.

Les organisatrices de la lutte pour les droits des femmes n'ont pas dit leur dernier mot. Elles ont le soutien de certains comédiens saoudiens qui font circuler sur internet une vidéo ridiculisant l'interdiction faite aux femmes de conduire.

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.
- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs de toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.
- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.
- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.
- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictateurs qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leurs langues ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.
- Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.
- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur reprendre.
- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.